



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} juin 2015
Français
Original : anglais

Session de 2015

21 juillet 2014-22 juillet 2015

Point 5 c) de l'ordre du jour

Débat de haut niveau :

examen ministériel annuel

Déclaration présentée par Cités et Gouvernements Locaux Unis, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

1 Enseignements tirés des objectifs du Millénaire pour le développement

Les objectifs du Millénaire pour le développement ont galvanisé l'engagement politique, influencé le débat, orienté le plaidoyer et amélioré le suivi des projets de développement. Mais l'évaluation de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement a montré à maintes reprises que dans de nombreux domaines, les plus pauvres et les plus marginalisés étaient laissés de côté.

Les objectifs du Millénaire pour le développement ont également été critiqués pour une prise en main déficiente, une vision simpliste du développement, des problèmes d'équité et l'accent mis sur les fins sans prendre en considération les moyens. Le fait de ne pas s'attaquer aux inégalités dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement a été dû en partie au manque d'attention prêtée aux dynamiques urbaines alors que plus de la moitié de la population mondiale vit aujourd'hui dans des zones urbaines et que la pauvreté touche de plus en plus les citoyens.

Les objectifs du Millénaire pour le développement n'ont pas traité certaines questions, en particulier des questions liées à la dynamique des populations, comme l'urbanisation croissante. La seule cible des objectifs du Millénaire pour le développement qui se réfère à la situation urbaine est l'amélioration sensible des conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis d'ici à 2020. Ce nombre a été atteint, mais sans réduire les populations des taudis, car elles ont continué de croître. Cela est particulièrement important pour les autorités locales et régionales du fait du rôle de premier plan qu'elles jouent dans la gouvernance des zones urbaines dans de nombreux pays.

Même si la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement dépendent directement ou indirectement de la capacité des autorités locales ou régionales de fournir des services, leur participation à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement demeure méconnue et ne reçoit pas l'appui qu'elle mérite. Depuis l'établissement des objectifs du Millénaire pour le développement, le monde a évolué, car alors qu'il était majoritairement rural il est devenu à plus de 50 % urbain. En outre, de multiples crises ont surgi, environnementales, avec les effets croissants du changement climatique et les catastrophes, mais aussi économiques et financières, qui remettent en question les modèles sociaux existants.

Le nouveau programme de développement doit être ancré dans les besoins des populations au niveau local (un processus partant de la base) et être mis en œuvre au moyen d'un processus progressif auquel participent de façon régulière et inclusive toutes les parties prenantes.

2. Faire fond sur les objectifs du Millénaire pour le développement et « finir le travail »

Il sera important que le nouveau cadre ne s'articule pas selon des résultats partiels. Les cibles devraient fournir un appui à la satisfaction universelle des besoins fondamentaux et promouvoir une exposition zéro aux pires formes de risque et de danger.

Le nouveau programme ne devrait pas être basé uniquement sur la croissance économique mais aussi sur des objectifs de développement durable sur les plans social, environnemental et culturel; le programme devrait être étayé par des droits universels, promouvoir le bien-être des populations et prendre en considération les nouveaux acteurs du développement. Il faut lutter contre la pauvreté et assurer la durabilité en adoptant une approche multidimensionnelle, en établissant des synergies entre les différents objectifs et cibles, à la fois dans les pays développés et les pays en développement, en promouvant un degré élevé de cohérence des politiques aux niveaux mondial et national mais aussi infranational, en définissant les responsabilités partagées et une approche plus équilibrée entre tous les niveaux des pouvoirs publics et les partenaires de développement.

Des objectifs concrets mais flexibles, qui encouragent des approches intersectorielles et territoriales en matière de développement. Le cadre mondial devrait être suffisamment flexible pour permettre des ajustements en fonction des besoins régionaux, nationaux et locaux. Les politiques de lutte contre la pauvreté et les inégalités et celles en faveur de la durabilité environnementale doivent comprendre des approches transversales, ancrées dans des territoires particuliers (une région, une ville, un quartier) où des groupes marginalisés et l'extrême pauvreté sont concentrés. Des éléments très probants provenant de nombreux pays donnent à penser que les approches locales jouent un rôle central dans la réduction des inégalités, permettant aux pauvres et aux plus vulnérables de s'exprimer et favorisant des formes de développement plus durables.

Identifier comment agir et qui agit(moteurs et catalyseurs). Un certain nombre de critiques considèrent que les objectifs du Millénaire pour le développement ne vont pas assez loin dans l'identification des approches à utiliser pour réaliser les objectifs. Bien que certaines cibles des objectifs concernent autant les moyens que les fins, l'accent global est clairement mis sur « quoi » plutôt que sur « comment » et « qui ».

Le nouveau cadre devrait s'appuyer sur le document final de la Conférence Rio +20, qui a reconnu la nécessité d'une gouvernance effective aux niveaux local et infranational pour faire progresser le développement durable. La participation des institutions et acteurs infranationaux ne peut se limiter à des mesures de mise en œuvre, ceux-ci doivent prendre part en tant que partenaires à l'élaboration des politiques, à la planification, à la mise en œuvre et au suivi.

3. Teneur du programme de développement pour l'après-2015

Les critères servant à fixer les cibles et les indicateurs correspondant aux 17 objectifs doivent être simples, énoncés en termes clairs, faciles à communiquer et à comprendre; être en mesure de motiver les gens, les institutions et les pouvoirs publics; se soutenir mutuellement; être ambitieux mais réalisables; être applicables dans des conditions et pays différents (tout en restant flexibles afin d'être adaptables au niveau des pays).

Préoccupations liées aux données: le cadre des objectifs tend à encourager à mettre l'accent sur les moyennes nationales et l'Équipe spéciale des Nations Unies reconnaît que les progrès n'ont pas été bien suivis au niveau infranational. Il est largement admis qu'il faut disposer de statistiques désagrégées pour identifier les personnes les plus désavantagées et suivre les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs et des cibles.

Un nouvel objectif concernant les villes durables : si les villes abritent 50 % de la population mondiale, cette part passera bientôt à 2/3, ce qui a amené le Secrétaire général de l'ONU à déclarer que « notre combat pour la durabilité mondiale se gagnera ou se perdra dans les villes » et le programme de développement pour l'après-2015 devrait définir des cibles et des indicateurs ayant trait plus spécifiquement aux zones urbaines. Une approche intersectorielle dans les villes devrait comprendre les éléments suivants : la réduction des inégalités (notamment concernant les inégalités entre les sexes, l'accès universel aux services de base, l'amélioration de la vie des habitants de taudis), la durabilité environnementale (transports, normes de construction, énergies renouvelables, émissions de dioxyde de carbone), des villes sûres (vivre sans craindre la violence) et l'amélioration de la gouvernance (participation de la population, en accordant une attention particulière aux pauvres, dans le cadre de la gouvernance locale, capacité renforcée des autorités locales de conduire des politiques en faveur des pauvres, y compris une planification stratégique participative).

Réduction des inégalités : la faim et la nutrition étant l'une des dimensions essentielles des inégalités, satisfaire les besoins en matière de sécurité alimentaire doit être une des priorités du programme aux fins de l'élimination de l'extrême pauvreté. L'accès universel aux services de base (santé, éducation de qualité, eau potable, assainissement, services d'urgence, transports publics) et l'accès à la protection sociale en accordant une attention spéciale à des groupes particuliers (personnes vivant dans l'extrême pauvreté, enfants, femmes célibataires chefs de famille, personnes âgées, personnes handicapées) occupent également une place centrale dans la réduction de la pauvreté et de l'exclusion. De plus, des mesures spécifiques visant à protéger les femmes et les filles contre la violence, l'exclusion et les mauvais traitements seront cruciales. L'assainissement des quartiers insalubres et la sécurité d'occupation des terres doivent également être inclus comme cibles spécifiques, car un logement décent est un droit fondamental de tout être humain. Les autorités locales et régionales sont dans une position unique pour identifier les poches de pauvreté et les groupes marginalisés et concevoir des programmes spécifiques. À l'appui de cet objectif, des dispositions visant à éliminer toutes les formes de discrimination (liées notamment au sexe, à l'âge, à la caste, à la race, à l'appartenance ethnique, à la religion et au statut de migrant) et à assurer l'égalité des sexes devraient être considérées comme des principes essentiels.

Durabilité environnementale : l'exposition à des déchets dangereux, à la pollution de l'eau et de l'air, aux conséquences préjudiciables des fortes densités de population, aux dangers liés aux produits chimiques et à l'agriculture et aux autres dangers pour l'environnement est inégalement distribuée, touchant les populations pauvres de façon disproportionnée. Le changement climatique touche aussi plus gravement les régions du monde les plus pauvres et ce sont les pauvres et les personnes désavantagées qui sont particulièrement touchés; de nombreux pays en développement subissent les premiers et pires effets des catastrophes liées au climat. Les autorités locales et régionales sont au nombre des principaux acteurs pour faire face à ces problèmes, car dans de nombreux pays elles ont des responsabilités directes dans les domaines de l'eau (protection et distribution des ressources), de la gestion des déchets (collecte, traitement et recyclage), de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la promotion des sources d'énergie renouvelables (par exemple au moyen des transports publics et de l'application de normes de construction adéquates) ou dans la fourniture d'un appui

à l'aménagement des terres et des zones urbaines (par exemple réduction de l'empreinte écologique, étalement des villes, reboisement). Comme reconnu dans le document final de la Conférence Rio +20, la planification participative locale devrait être considérée comme contribuant à l'adaptation au changement climatique et à la réduction des conséquences de plus en plus graves des catastrophes naturelles et des conséquences connexes sur les vies humaines, les infrastructures et les activités économiques.

Développement économique : élaborer et appuyer des politiques et des règles de développement économique local plus axées sur les pauvres, y compris des pratiques non discriminatoires visant à prêter un appui aux jeunes, aux femmes, aux personnes handicapées et aux groupes économiquement désavantagés, en créant des emplois décentes et un environnement propice aux activités économiques (par exemple pour le secteur informel) et promouvoir des solutions économiques novatrices (par exemple en matière d'agriculture urbaine) peut également accélérer le développement en s'appuyant sur les réseaux de solidarité locaux et en encourageant les partenariats avec la société civile et le secteur privé.

Gouvernance : les plans nationaux de réduction de la pauvreté devraient s'articuler avec les plans locaux et régionaux et promouvoir une coordination et harmonisation accrues au niveau des pouvoirs publics (gouvernance à plusieurs niveaux). Il convient d'envisager un appui spécifique en faveur des autorités locales et régionales en vue d'élaborer des politiques durables en faveur des pauvres et de faire en sorte qu'elles aient les moyens de fournir des services de base (conformément au principe de subsidiarité). En tant que niveau de gouvernement le plus proche des collectivités, il faut que la société civile et le secteur privé puissent disposer d'un espace spécifique dans le cadre des processus de décision régionaux et locaux pour qu'ils puissent jouer un rôle actif afin de faire en sorte que les mesures et les ressources soient effectivement ciblées et utilisées au mieux en faveur des pauvres et des groupes les plus marginalisés, par exemple au moyen d'une planification et d'une budgétisation participatives (responsabilisation renforcée). Une participation élargie aux processus de prise de décision contribue à un développement plus inclusif et plus durable.

4. Mise en œuvre

Le système des Nations Unies devrait continuer d'occuper une place centrale dans la conduite des efforts visant à définir le programme de développement pour l'après-2015 de façon coordonnée et cohérente, ainsi que dans la mise en œuvre du nouveau cadre. L'Assemblée générale est l'organe principal le mieux à même de fournir des orientations et de promouvoir la cohérence. Le rôle de l'ONU et des agences responsables de la coordination mondiale de la mise en œuvre et du suivi du nouveau cadre devrait être renforcé en faisant en sorte que le Conseil économique et social soit plus robuste, en accordant un rôle accru et plus institutionnalisé aux grands groupes et aux parties prenantes. Toutefois, à court terme, le « forum politique de haut niveau » qui fait suite aux documents issus de la Conférence Rio+20 peut entreprendre les tâches suivantes :

- a) Montrer la voie à suivre et fournir des recommandations;
- b) Constituer une plateforme dynamique pour conduire un dialogue périodique, évaluer la situation et identifier les questions à traiter;

c) Suivre et examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements pris quant au programme de développement, en assurant la transparence et la responsabilité du processus, et l'engagement de toutes les parties prenantes;

d) Améliorer la coopération et la coordination au niveau du système des Nations Unies concernant les programmes et les politiques de développement;

e) Promouvoir la transparence et la mise en œuvre en renforçant encore le rôle consultatif et la participation des grands groupes et des autres parties prenantes compétentes au niveau international afin de mieux tirer parti de leurs connaissances spécialisées.

Les autorités locales et les autres grands groupes appuient la création du Forum politique de haut niveau sur le développement durable et souhaitent que l'institution s'appuie sur les atouts de la Commission du développement durable tout en s'attaquant à ses déficiences, relevant directement de l'Assemblée générale et du Conseil mais sans être un organe subsidiaire de celui-ci. Nous sommes également favorables à ce qu'une période de deux semaines soit consacrée chaque année à l'examen et à la mise en œuvre, en sus de la tenue d'un débat de haut niveau de deux ou trois jours au niveau du Conseil. Le Forum doit adopter les règles et procédures de la Commission du développement durable et faire fond sur celles-ci, y compris en ce qui concerne la participation des grands groupes et des autres parties prenantes par opposition à la participation plus limitée au niveau à la fois du Conseil et de l'Assemblée générale.

Partenariats et coordination : la mise en œuvre réussie du programme de développement ne sera possible qu'avec la participation de toutes les parties concernées, au moyen de partenariats novateurs réunissant de multiples parties prenantes et selon différentes modalités. Ces vastes partenariats nécessiteront des efforts coordonnés à différents niveaux (mondial, régional, national, infranational) de la part des institutions internationales, des États, des autorités locales régionales, des parlementaires, des organisations de la société civile et du secteur privé, en précisant les responsabilités (par exemple concernant la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation) et en prenant des mesures d'incitation aux fins de la participation au programme.

Ces partenariats et cette coordination devraient faire fond sur un cadre de gouvernance mondiale clair, assurant une appropriation et une responsabilisation élargies. À cette fin, un module consacré à la « gouvernance » dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015 devrait prévoir un appui spécifique aux institutions et aux parties prenantes à différents niveaux.